Les sciences sociales et les mutations des mondes ruraux

Philippe Perrier-Cornet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11660>
DOI : 10.4000/etudesrurales.11660
ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017
Pagination : 28-41
ISBN : 978-2-7132-2700-4

Référence électronique

Philippe Perrier-Cornet, « Les sciences sociales et les mutations des mondes ruraux », *Études rurales* [En ligne], 200 | 2017, mis en ligne le 16 mars 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11660> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11660>

Le périurbain, un espace intermédiaire, qui a transformé les campagnes.

Photo : Irina Blok on Unsplash

Sciences sociales et mutations des mondes ruraux

Les trente dernières années ont vu un bouleversement de la place des campagnes dans les sociétés et les économies occidentales. Comment les recherches en sciences sociales ont-elles été renouvelées pour en rendre compte ?¹ Une des principales transformations est d'ordre démographique et social : la double inversion des tendances en matière de natalité et surtout dans les flux de populations entre villes et campagnes. Ceux-ci ont donné lieu à différentes interprétations, en particulier en géographie rurale, aussi bien du côté français, avec les analyses en termes de rurbanisation et de renaissance rurale [Bauer et Roux 1976 ; Kayser 1990], qu'au Royaume-Uni ou aux États-Unis [Berry 1976 ; Champion 1989]. Est ainsi apparu le périurbain, espace intermédiaire fruit d'un processus d'étalement urbain qui, en France depuis plus de trois décennies, concerne un nombre croissant de communes. On assiste aussi à une profonde modification des activités économiques et des emplois dans les espaces ruraux. Désormais loin devant l'agriculture et l'industrie, qui structuraient l'économie rurale, la grande majorité des emplois ruraux relève maintenant d'une tertiarisation de l'économie rurale, alimentée principalement par l'économie résidentielle ou présenteielle. La croissance de ces services, qu'ils soient purement marchands ou administrés, est directement liée à la croissance démographique des espaces ruraux et périurbains.

L'étalement urbain se traduit par une consommation de surface principalement au détriment de l'agriculture. La concurrence pour l'accès aux terres et les conflits d'usage ont donné lieu à une abondante littérature depuis une dizaine d'années [Jeanneaux 2006 ; Guérin 2005 ; Torre et Kirat 2008 ; Chouquer 2011].

1. Pour certaines parties de ce texte, je m'appuie sur l'ouvrage que j'ai coordonné avec Philippe Jeanneaux [2014], en particulier les contributions de Francis Aubert et Bertrand Schmitt, que je remercie ici. Merci également à Isabelle Perez du centre de documentation Bartoli à Montpellier SupAgro.

Les questions d'environnement sont de nature variée. Il y a d'une part les démarches anthropocentrées, portées par les résidents, en particulier les nouveaux arrivants pour qui la dimension paysagère est importante. De l'autre, on observe une conception bio-centrée de la nature ; indépendamment des préférences des habitants actuels, les enjeux sont ceux de la conservation de la diversité biologique, pour la préservation de la qualité des ressources naturelles sur le long terme, des régulations des écosystèmes, pour contribuer à la prévention des risques naturels, en particulier le réchauffement climatique...

Ces transformations ont donné lieu à de nouvelles grilles de lecture. On peut ordonner celles-ci autour de trois grandes figures de la campagne en tension, chacune porteuse d'usages sociaux, de fonctions économiques mais aussi de projets et de conceptions sur ce à quoi sert ou doit servir l'espace rural [Perrier-Cornet 2002]. La première est celle de la campagne ressource : l'espace rural et ses ressources sont mobilisés, utilisés comme support d'activités économiques. La deuxième est celle de la campagne cadre de vie, c'est l'espace consommé du rural résidentiel. C'est aussi l'espace de l'économie résidentielle, de tous les emplois et secteurs d'activité correspondant aux services aux populations résidentes. La troisième est celle de la campagne nature. Elle recouvre les fonctions des espaces ruraux comme espaces naturels, indépendamment des préférences des habitants, consommateurs du cadre de vie rural. Ces figures de la campagne sont en interaction et mobilisent les mêmes ressources rares. D'où des tensions, des conflits d'usage, mais aussi des synergies possibles. Dans la période contemporaine, la France est passée d'une hégémonie de la figure de la campagne ressource à une sorte de « ménage à deux » avec le développement spectaculaire de ses fonctions résidentielles depuis les années 1970-1980 [*Études rurales* 2006] et, plus récemment, à une nouvelle configuration à trois avec l'inscription croissante des questions environnementales à l'agenda du monde rural.

Comment dans ce contexte ont évolué les problématiques de recherche sur les espaces et les mondes ruraux ? Un point commun des approches antécédentes dans ces deux disciplines, ainsi qu'en géographie rurale, était une représentation traditionnelle du rural reposant sur l'opposition entre villes et campagnes et sur une série de dualités opposant tradition et modernité, stabilité et mobilité... Cette approche a progressivement perdu de sa force explicative. Le passage à d'autres représentations s'est opéré en plusieurs temps mais il a requis un changement de paradigmes qui a emprunté des voies différentes en économie et en sociologie. On en présentera ici deux en économie rurale et deux en sociologie rurale – qui apparaissent les plus significatives et porteuses en matière de renouvellement scientifique – sans prétendre à une revue exhaustive.

De l'économie rurale agricole à l'économie spatiale et régionale

Jusqu'au début des années 1980, à quelques exceptions près [Brun 1980], les travaux des économistes ruraux restaient fortement ancrés dans l'économie agricole. Les analyses des systèmes agraires, des structures productives prédominaient. Mais elles restaient focalisées sur les facteurs explicatifs internes au système local, au détriment des facteurs externes [Larrère 1984], et sur les exploitations agricoles. Une première évolution apparaît au milieu des années 1980, avec des publications d'un genre nouveau [Daucé et Perrier-Cornet 1986 ; Perrier-Cornet 1986 ; Cavailhès *et al.* 1987 ; Allaire 1987], qui prennent en compte l'environnement économique local ou régional des exploitations agricoles [Muller 2009] sous la forme d'analyses de filières régionales ou de systèmes productifs régionaux, présentant souvent des comparaisons régionales au niveau français ou européen [Perrier-Cornet 1990]. Elles mettent l'accent sur le rôle du capital industriel dont les configurations régionales différenciées sont considérées comme des déterminants essentiels de la dynamique des filières agricoles et agroalimentaires et des facteurs explicatifs de leur performance [Purseigle 2012 ; Chouquer et Purseigle 2013]. Elles rejoignent en cela les approches de filière, développées dans les années 1970, en particulier par les économistes ruraux d'équipes montpelliéraines [Lauret 1983].

En France, jusqu'au début des années 1990, la plupart de ces approches régionalisées sont restées sectorielles, centrées sur les secteurs agricoles et agroalimentaires [Cavailhès et Schmitt 1990], alors qu'à cette époque, depuis au moins une dizaine d'années un nombre croissant de travaux d'économistes ruraux anglo-saxons ou nord-américains insistaient sur le caractère de moins en moins agricole des économies rurales et sur la nécessité de travailler sur l'évolution des relations entre villes et campagnes, rejoignant sur ce point l'économie urbaine [Edwards 1981 ; Irwin *et al.* 2010]. Ce virage s'opère en France en 1992 avec le texte fondateur, intitulé « Les espaces ruraux revisités » [Brun *et al.* 1992] et celui publié dans *Économie rurale* [Cavailhès *et al.* 1994]. Commence alors à prendre forme un programme de recherche « qui rapproche explicitement l'analyse des dynamiques rurales de l'économie régionale et urbaine, et qui vise à ouvrir trois chantiers complémentaires : le premier se centre sur les déterminants microéconomiques des choix résidentiels des ménages ; le second sur les logiques de localisation des activités en lien notamment avec le marché du travail mais aussi avec la demande localisée ; le troisième sur l'organisation des territoires » [Aubert et Schmitt 2014 : 33].

Les deux premiers de ces trois chantiers s'inscrivent pleinement dans les problématiques de l'économie spatiale, la question centrale devenant celle de la répartition sur le territoire des populations et des activités économiques, donc des emplois qui leur sont liés. On peut parler d'une double fécondation pour les recherches en économie rurale développées depuis dans ce cadre. D'une part, elles se sont d'abord nourries de l'apport des fondamentaux historiques de

l'économie spatiale que les économistes ruraux découvraient pour la plupart, puis une bonne partie de ceux-ci se sont inscrits dans les développements de la nouvelle économie géographique, à la suite des travaux fondateurs de Paul Krugman [Krugman et Venables 1991, 1995 ; Fujita et Thisse 2002], auxquels ils contribuent depuis. La fécondation est en effet à double sens car, d'autre part, l'adaptation de ces cadres d'analyse aux caractéristiques des espaces ruraux a apporté des éléments originaux aux modèles d'économie spatiale, habituellement plus préoccupés par les déterminants des mécanismes d'agglomération que par le jeu des forces de dispersion. Les fondateurs de la nouvelle économie géographique mettent l'accent sur le jeu des forces dispersion *vs* les forces d'agglomération, mais ce sont sur les mécanismes de ces derniers qu'ils travaillent essentiellement. La focale mise sur les espaces ruraux, abondants et de faible densité de population, a conduit à mieux creuser la question des forces de dispersion « susceptibles d'expliquer la localisation hors des villes de certaines catégories de populations et d'emplois [...] et d'] établir un cadre d'analyse cohérent adapté aux espaces ruraux contemporains » [Aubert et Schmitt *op. cit* : 45].

Le cadre de la nouvelle économie géographique est apparu d'emblée pertinent pour comprendre les processus d'étalement urbain, de la périurbanisation et de la dispersion des populations. Complété par les approches d'économie du marché du travail, il a fourni un axe d'analyse des processus de localisation des firmes et des emplois entre régions urbaines et rurales [Blanc *et al.* 2008 ; Gagné et Goffette-Nagot 2008 ; Aubert et Détang-Dessendre 2014]. Parallèlement, ces travaux de recherche ont conduit les économistes ruraux à être beaucoup plus visibles sur le plan institutionnel et sollicités pour venir en appui aux organismes en charge de l'aménagement du territoire en France. En témoignent les partenariats et les collaborations engagés depuis la deuxième moitié des années 1990 avec l'Insee sur les relations villes-campagnes et la production de données et de nomenclatures sur les espaces ruraux [1998].

De l'organisation territoriale rurale à l'économie publique locale

Le troisième chantier de recherche dans ce renouvellement de paradigme de l'économie rurale, l'organisation des territoires, n'a pas fait à ce jour l'objet d'une unification forte autour d'une approche organisatrice, comme les deux précédents avec la nouvelle économie géographique. Certains travaux se sont d'abord inspirés des approches institutionnelles de l'économie des organisations, en s'interrogeant sur les interactions entre agents économiques dans les territoires ruraux et leurs éventuelles spécificités dans les formes de coordination et coopération, en discutant en particulier l'articulation entre sphère publique et privée. Il en a découlé notamment une proposition de grille de lecture du fonctionnement économique de ces territoires, à partir des concepts de capital

organisationnel et de structure organisationnelle [Jayet 1996], qui a été testée sur quelques terrains emblématiques [Guérin *et al.* 1998 ; Aubert *et al.* 2001]. D'autres travaux ont été développés autour de la notion de capital social [Callois 2004, 2005], dans la lignée de l'économie du développement [Putnam 1995].

Ces approches ont ensuite évolué en mobilisant de manière croissante outils et concepts de l'économie publique locale, principalement dans deux directions. La première concerne l'analyse de la concurrence fiscale entre les communes et leur sensibilité au périmètre, dans une perspective générale de fédéralisme financier et territorial. La seconde porte sur les conflits d'usage, thème largement développé depuis les années 2000 en écho à la multiplication des situations conflictuelles observées dans les espaces ruraux. Ces travaux considèrent les conflits principalement comme une voie d'évaluation des décisions publiques locales (ou plus globales) et interrogent la compatibilité entre intérêts individuels et intérêt général, qui suscite une demande d'intervention des pouvoirs publics. Dans ce cadre, plusieurs recherches sur la contestation des décisions publiques locales ont été engagées, à partir de données originales : dépouillements de la presse quotidienne régionale ou des jugements des tribunaux administratifs [Jeanneaux *op. cit.*].

L'intégration de la problématique environnementale

Jusqu'à la fin des années 1970, la sociologie rurale donnait plutôt l'impression d'un fonctionnement en vase clos, centré sur un objet relativement fermé ou autonome. Jean-Paul Billaud [2012], en partie à la suite de Marcel Jollivet [2001], a montré rétrospectivement comment elle reposait sur un paradigme organisé autour de deux éléments. D'une part, il s'agissait du postulat « d'une correspondance entre un territoire, une communauté productive et un genre de vie » [Billaud 2012 : 100]. Il apparaît dans deux thèmes ou terrains de recherche : la question paysanne, la modernisation de l'agriculture et des monographies rurales [Jollivet et Mendras 1971 ; Jollivet 1974]. D'autre part, tous ces travaux avaient quatre traits communs : i) un cadre d'opposition entre villes et campagnes, ii) l'idée d'une forte spécificité et d'un particularisme du monde rural, iii) une vision de la ruralité centrée sur la paysannerie et, enfin, iv) une analyse du changement à travers l'entrée des paysans dans la modernité. La critique de cette approche au début des années 1980 a été l'écho de la crise de l'objet rural lui-même : le postulat de correspondance entre territoire, communauté et habitat volait en éclat face aux migrations ville-campagne et au processus d'urbanisation. De même, la conception de l'opposition ville-campagne et celle d'un rural autocentré qu'elle véhiculait n'étaient plus tenables.

C'est autour de l'environnement que cette sociologie rurale s'est repositionnée, en s'intéressant de plus en plus à l'espace rural comme support

d'objets de nature [Alphandéry et Sencébé 2009 ; Jollivet 2009]. L'analyse du rapport homme/nature devient alors centrale. Elle suppose de développer des approches pluridisciplinaires, en se confrontant à l'écologie et aux sciences du vivant. Il ne s'agit pas pour autant d'une rupture complète par rapport à la problématique précédente, car elle s'est mise en œuvre en reprenant ses deux principaux objets. En effet, l'agriculture est au cœur des enjeux environnementaux les plus cruciaux, elle a conduit à reprendre le débat sur la paysannerie et le changement social. De plus, il y a la question des groupes sociaux et des pouvoirs locaux, héritiers des monographies des collectivités rurales. Ce changement de paradigme a certainement eu comme principal révélateur l'ouvrage collectif *Du rural à l'environnement* [Mathieu et Jollivet 1989]. D'autres sociologues à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont œuvré dans la même direction, en particulier en investissant le champ de l'écologie politique pour renouveler leurs analyses [Alphandéry et Sencébé *op. cit.* ; Alphandéry 2002].

Un renouvellement « exogène » de la sociologie des mondes ruraux

Le recrutement depuis la fin des années 1990 à l'INRA et dans certains départements de sciences sociales des écoles d'agronomie, mais aussi d'universités, de jeunes sociologues ne venant pas de la sociologie rurale traditionnelle est porteur d'une forme de renouvellement. Ce n'est pas un hasard si un numéro spécial de la revue *Politix* [Mischi et Renahy 2008] a rassemblé les principaux acteurs de cette orientation. Ces nouveaux regards sur les mondes ruraux s'inscrivent, en effet, en bonne partie dans le champ de la sociologie politique [Mischi 2008] et ont rencontré les démarches d'anthropologie sociale développées depuis les années 1990 dans la lignée de Florence Weber [1989], comme les travaux de Nicolas Renahy sur les classes populaires et les ouvriers ruraux [2006].

Pendant que la sociologie rurale historique se forge une nouvelle légitimité autour de la relation homme-nature, ces nouvelles approches se formalisent depuis une dizaine d'années autour d'un programme de recherche sur l'encadrement et la sociabilité des mondes ruraux, en s'intéressant plus particulièrement aux classes populaires, à leurs comportements sociaux, à leur engagement militant, partisan ou politique [Chupin et Mayance 2016].

Dans un autre ouvrage collectif de référence de ce courant – *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales* [Bessière *et al.* 2007] –, les auteurs insistent sur le caractère pluriel, la diversité d'espaces sociaux, qu'ils opposent à une vision trop souvent homogène du rural. Il faut souligner dans cette lignée le renouvellement depuis une dizaine d'années des enquêtes ethnographiques portant plus spécifiquement sur les espaces périurbains, à la suite des travaux pionniers de Catherine Bidou [1984], longtemps restés sans suite. Ces recherches récentes rejoignent aussi l'idée d'une diversité

des mondes périurbains. Ainsi, Denis Lépicier et Yannick Sencébé [2007] montrent que les migrations de l'urbain vers le rural recouvrent des logiques migratoires hétérogènes, en insistant sur la différenciation sociale des profils des migrants et sur les processus de ségrégation spatiale. D'autres travaux contemporains nuancent la thèse du déclassement « qui prédomine dans les discours, souvent misérabilistes, sur les ménages modestes du périurbain. [...] C'est plutôt l'idée de mosaïque et de diversité qui ressort, bien loin de certains clichés savants et médiatiques » [Girard et Rivière 2013].

En somme, cette sociologie renouvelée des mondes ruraux ne considère pas le rural et le périurbain comme des objets d'étude en soi, mais comme des terrains privilégiés pour étudier la dynamique sociale de sociétés caractérisées par de fortes relations d'interconnaissances, comme des lieux de composition entre différentes échelles. Au risque parfois de s'éloigner de certaines particularités de ces mondes ruraux.

Le rural, d'un objet en soi à des terrains d'étude privilégiés

Un double trait commun qui ressort de cette revue, non exhaustive, de trente ans d'évolution des recherches sur les espaces et mondes ruraux, est bien celui de la fin d'une approche privilégiant l'agriculture et ses acteurs et celui de l'abandon d'une démarche endogène, qui mettait plus l'accent sur les facteurs ou caractéristiques internes des territoires dits ruraux que sur les éléments qui les traversent, les connectent avec les villes ou qui les transforment de l'extérieur. C'est la remise en cause d'une conception du rural en tant qu'objet circonscrit, spécifié, voire réifié. Cette évolution n'a pas évacué pour autant la question des spécificités de ces territoires [Jeanneaux et Perrier-Cornet 2014].

Aujourd'hui, aussi bien en économie qu'en sociologie ou en géographie sociale, le rural est considéré d'abord comme un cadre de recherches « particulier mais non singulier » pour reprendre cette expression historique [Maget 1955-1989]. Les travaux récents des économistes ruraux spatialistes illustrent bien comment l'espace constitue un terrain particulièrement pertinent pour l'économie géographique avec les mécanismes complexes entre forces d'agglomération et de dispersion et avec l'imbrication entre production et consommation. C'était historiquement le cas des études sur la paysannerie et l'agriculture familiale. C'est aussi aujourd'hui celui de l'espace en abondance, autre caractéristique des espaces ruraux, à la fois une ressource productive et une source de consommation, en tant que cadre de vie en particulier. Le rural est aussi « naturellement » un terrain privilégié pour l'analyse sociologique des relations homme-nature et pour l'économie de l'environnement. Espace de faible densité et de proximité, il peut favoriser un certain type d'interactions sociales *a priori* fortement personnalisées et constituer un lieu de choix pour étudier l'interconnaissance résidentielle et ses effets sur les processus de sociabilité et d'engagement politique ou militant. Ces différents exemples ouvrent, au-delà

des programmes de recherche déjà engagés, de larges perspectives pour une économie et une sociologie rurales débarrassées d'un ruralisme nombriliste. Le rural permet aussi d'étudier la question plus générale, émergente depuis quelques années, de la modification de la perception animale [Kohler 2012].

En revanche, on ne peut pas parler d'évolution d'une même ampleur en matière de politiques en charge du rural, en particulier du développement, en France. En effet ces dernières, tout comme celles de la Commission européenne, sont toujours profondément inspirées par une conception du développement rural vu comme un développement agricole élargi, pour reprendre cette dénomination que Marielle Berriet-Sollicec, Aurélie Trouvé [2013], Pierre Daucé et moi-même [1986] avons utilisée dans nos travaux d'évaluation des politiques. Il y a là matière à réflexion sur ce qui apparaît comme un retard, une forme d'hystérésis dans le domaine du rural, entre les dynamiques sociétales ou économiques maintenant bien étudiées et les processus de la décision publique. De nouvelles recherches en science politique, dans la lignée des pistes ouvertes par Pierre Müller dans les années 1990, seraient les bienvenues pour nous éclairer sur la persistance et les éléments de durabilité de ces distorsions, le cas échéant. La France, par exemple, est un des pays européens qui porte le plus cette conception du rural comme développement agricole élargi dans les négociations au sein de la Commission européenne, alors que le développement résidentiel dans les campagnes françaises y est à l'œuvre depuis maintenant une bonne trentaine d'années et que les agriculteurs y représentent moins de 10 % de la population active.

Ces remarques invitent à élargir les perspectives de recherches sur les espaces ruraux. Elles nécessitent une plus grande ouverture des approches et terrains d'étude au-delà du cas français ou européen occidental, que ce soit en direction des pays de l'Est [Maurel *et al.* 2014] ou vers des pays dits développés et du Sud. Cela pose le statut des approches comparatives en sciences sociales, avec tout leur intérêt mais aussi leurs limites, déjà soulignées par Marc Maurice [1989] et rappelées par Jean-François Bayart : « Rappeler en conséquence que la comparaison ne peut pas être à sens unique et que l'historicité des sociétés européennes gagne à être mesurée à l'aune des sociétés africaines ou asiatiques autant que l'inverse. En bref, il s'agit de comparer pour singulariser, et de singulariser pour universaliser » [2008 : 205].

Philippe Perrier-Cornet,
*économiste, directeur de recherche honoraire à l'INRA, Marchés, organisations,
institutions et stratégies d'acteurs (UMR 1110), Montpellier*

Bibliographie

- ALLAIRE, GILLES**, 1987, « Problèmes méthodologiques de l'analyse localisée de systèmes socioéconomiques », in M. Jollivet (dir.), *Pour une agriculture diversifiée*. Paris, L'Harmattan : 179-190.
- ALONSO, William**, 1964, *Location and Land Use*. Cambridge, Harvard University Press.
- ALPHANDÉRY, Pierre**, 2002, « Figures et enjeux de la ruralité », *Ecorev', Revue critique d'écologie politique* 9 (<<https://ecorev.org/spip.php?article66>>).
- ALPHANDÉRY, Pierre et Yannick SENCÉBÉ**, 2009, « L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967) », *Études rurales* 183 : 23-40.
- AUBERT, Francis, Marc GUÉRIN et Philippe PERRIER-CORNET**, 2001, « Organisation et territoire : un cadre d'analyse appliqué aux espaces ruraux », *Revue d'économie régionale et urbaine* 3 : 393-414.
- AUBERT, Francis et Cécile DÉTANG-DESSENDRE**, 2014, « L'emploi rural, des bassins de production agricoles aux zones d'emploi urbaines », in P. Jeannaux et P. Perrier-Cornet (dir.), *Repenser l'économie rurale*. Versailles, Quae (« Update Sciences & Technologies ») : 123-141.
- AUBERT, Francis et Bertrand SCHMITT**, 2014, « De l'économie rurale agricole à l'économie spatiale et régionale, 30 ans d'analyse des espaces ruraux », in P. Jeannaux et P. Perrier-Cornet (dir.), *Repenser l'économie rurale*. Versailles, Quae (« Update Sciences & Technologies ») : 30-54.
- BAUER, Gérard et Jean-Michel ROUX**, 1976, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*. Paris, Le Seuil.
- BAYART, Jean-François**, 2008, « Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire », *Politix* 83 : 205-232.
- BERRIET-SOLLIEC, Marielle et Aurélie TROUVÉ (dir.)**, 2013, *Le développement rural en Europe. Quel avenir pour le deuxième pilier de la Politique agricole commune ?* Bruxelles, Peter Lang (« Business and Innovation »).
- BERRY, Brian J. L. (dir.)**, 1976, *Urbanization and Counterurbanization*. Londres, Sage Publications (« Urban Affairs Annual Reviews »).
- BESSIÈRE, Céline et al.**, 2007, *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*. Versailles, Quae.
- BILLAUD, Jean-Paul**, 2009, « La sociologie rurale et la question territoriale : de l'évitement à la réhabilitation », *Études rurales* 183 : 113-128.
— 2012, « Sociologie rurale et environnement : renouveau ou dépassement ? », in R. Barbier, et al., *Manuel de sociologie de l'environnement*. Québec, Presses de l'Université Laval : 99-112.
- BIDOU, Catherine**, 1984, *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*. Paris, PUF (« Économie en liberté »).
- BLANC, Michel, Éric CAHUZAC et Gabriel TAHAR**, 2008, « Hiring Difficulties and Manpower Flows: Does Labour Market Density Matter? », *Environment and Planning A* 40 (5) : 1090-1108.
- BRUN, André**, 1980, *Agriculture et administration de l'espace : quelques pistes de recherche* (document de travail). Orléans, INRA.

- BRUN, André, Jean CAVAILHÈS, Philippe PERRIER-CORNET et Bertrand SCHMITT**, 1992, « Les espaces ruraux revisités », *Revue d'économie régionale et urbaine* 1 : 37-66.
- CALLOIS, Jean-Marc**, 2004, « Capital social et développement économique local. Pour une application aux espaces ruraux français », *Revue d'économie régionale et urbaine* 4 : 551-577. — 2005, *Approches microéconomiques du développement économique local : prise en compte de la notion de capital social dans l'analyse des espaces périphériques*. Thèse de doctorat en sciences économiques. Dijon, Université de Bourgogne.
- CAVAILHÈS, Jean, Pierre DAUCÉ et Philippe PERRIER-CORNET**, 1987, « Mécanismes régionaux du développement agricole et concurrence interrégionale », *Actes et Communications, INRA-ESR* 1 : 118-142.
- CAVAILHÈS, Jean, et al.**, 1994, « Analyses des évolutions récentes de l'espace rural », *Économie rurale* 223 : 13-19.
- CAVAILHÈS, Jean et Bertrand SCHMITT**, 1990, « Analyse des travaux régionaux de l'Inra : évolution de la pensée en économie régionale agricole », *Revue d'économie régionale et urbaine* 3 : 347-376.
- CHAMPION, Anthnoy Gerard (dir.)**, 1989, *Counterurbanization. The Changing Place and Nature of Population Deconcentration*. Londres, E. Arnold.
- CHOUQUER, Gérard (dir.)**, 2011, « Les sens du rural aujourd'hui ». *Études rurales* 187.
- CHOUQUER Gérard et François PURSEIGLE (dir.)**, 2013, « Agricultures de firme. 2. Délocalisation et évictions ». *Études rurales* 191.
- CHUPIN, Ivan et Pierre MAYANCE**, 2016, « L'agriculture en représentation(s). Luttés médiatiques, luttés syndicales », *Études rurales* 198 : 9-24.
- DAUCÉ, Pierre et Philippe PERRIER-CORNET**, 1986, « De l'intérêt des études régionales », *Cahiers d'économie et sociologie rurales* 2 : 123-132.
- ÉTUDES rurales**, 2006, 177 : « Territoire rural : pratiques et représentation ».
- EDWARDS, Clark**, 1981, « The Basis of Regional Growth: A Review », in L. R. Martin (dir.), *A Survey of Agricultural Economics literature*. Minneapolis, University of Minnesota Press : 159-282.
- FUJITA, Masahisa et Jacques-Francois THISSE**, 2002, *Economics of agglomeration. Cities, Industrial Location and Regional Growth*. Cambridge, Cambridge University Press.
- GAIGNÉ, Carl et Florence GOFFETTE-NAGOT**, 2008, « Localisation des activités en zones rurales : que nous enseigne l'économie géographique ? », *Revue d'études en agriculture et environnement* 87 (2) : 101-130.
- GIRARD, Violaine et Jean RIVIÈRE**, 2013, « Grandeur et décadence du "périurbain". Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques* (<<http://www.metropolitiques.eu/Grandeur-et-decadence-du.html>>).
- GUÉRIN, Marc**, 2005, *Conflits d'usage à l'horizon 2020. Quels nouveaux rôles pour l'État dans les espaces ruraux et périurbains ?* Paris, La Documentation française (« Les regards prospectifs »).
- GUÉRIN, Marc, et al.**, 1998, « Dynamique des régions rurales : une approche localisée », *Sciences de la société* 45 : 65-84.
- INSEE**, 1998, *Les campagnes et leurs villes*. Paris, Insee/Inra (« Contours et caractères »).
- IRWIN, Elena G., et al.**, 2010, « A Century of Research on Rural Development and Regional Issues », *American Journal of Agricultural Economics* 92 (2) : 522-553.

- JAYET, Hubert**, 1996, « Peut-on caractériser les zones rurales par l'abondance d'espace ? », *Revue d'économie régionale et urbaine* 2 : 201-210.
- JEANNEAUX, Philippe**, 2006, *Les conflits d'usage dans les espaces ruraux et périurbains. Une approche par l'analyse économique de la décision publique*. Thèse de doctorat en sciences économiques. Dijon, Université de Bourgogne.
- JEANNEAUX, Philippe et Philippe PERRIER-CORNET (dir.)**, 2014, *Repenser l'économie rurale*. Versailles, Quae (« Update Sciences & Technologies »).
- JOLLIVET, Marcel**, 2001, *Pour une science sociale à travers champs. Paysannerie, ruralité, capitalisme*. Paris, Éditions Arguments. — 2009, « Un temps fort de la sociologie rurale française », *Études rurales* 183 : 67-82.
- JOLLIVET, Marcel (dir.)**, 1974, *Les collectivités rurales françaises*. Tome 2 : *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village ? Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale*. Paris, Armand Colin.
- JOLLIVET, Marcel et Henri MENDRAS (dir.)**, 1971, *Les collectivités rurales françaises*. Tome 1 : *Étude comparative de changement social*. Paris, Armand Colin.
- KAYSER, Bernard**, 1990, *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*. Paris, Armand Colin.
- KOHLER, Florent**, 2012, « Sociabilités animales. Introduction », *Études rurales* 189 : 11-31.
- KRUGMAN, Paul**, 1991, « Increasing Returns and Economic Geography », *Journal of Political Economy* 99 (3) : 483-499.
- KRUGMAN, Paul et Anthony J. VENABLES**, 1995, « Globalization and the Inequality of Nations », *Quarterly Journal of Economics* 110 (4) : 857-880.
- LARRÈRE, Gérard R.**, 1984, *Processus de régression et crises des agricultures montagnardes (inventaire critique des théories mobilisées pour en rendre compte)*. Rungis, INRA.
- LAURET, FRÉDÉRIC**, 1983, *Sur les études de filières agroalimentaires*. Montpellier, INRA/ESR, (« Notes et Documents »).
- LÉPICIER, Denis et Yannick SENCÉBÉ**, 2007, « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », *EspaceTemps.net* (<https://www.espacetemps.net/articles/migrations-residentielles-urbain-vers-rural-en-france/>).
- MAGET, Marcel**, 1955-1989, « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Bulletin de psychologie* 7-8 : 275-382.
- MATHIEU, Nicole et Marcel JOLLIVET (dir.)**, 1989, *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*. Paris, Association des ruralistes français/L'Harmattan (« Bibliothèque des ruralistes »).
- MAUREL, Marie-Claude, Pascal CHEVALIER et Guillaume LACQUEMENT**, 2014, *Transfert et apprentissage du modèle LEADER en Europe centrale de l'Est*. Paris, L'Harmattan (« Questionner l'Europe »).
- MAURICE, Marc**, 1989, « Méthode comparative et analyse sociétale : les implications théoriques des comparaisons internationales », *Sociologie du travail* 2 : 175-191.

- MISCHI, Julian**, 2008,
« Observer la politisation
des ruraux sous l'angle des sociabilités.
Enjeux et perspectives »,
in A. Antoine et J. Mischi (dir.),
*Sociabilité et politique en milieu
rural*. Rennes, Presses universitaires
des Rennes : 7-24.
- MISCHI, Julian et Nicolas RENAHY (dir.)**,
2008, « Mondes ruraux ». *Politix* 83.
- MULLER, Pierre**, 2009,
« Le basculement du regard.
La question de "l'entrepreneur
rural" », *Études rurales* 183 : 101-112.
- PERRIER-CORNET, Philippe**, 1986,
« Le massif jurassien. Les paradoxes
de la croissance en montagne.
Éleveurs et marchands solidaires
dans un système de rente »,
Cahiers d'économie et sociologie rurales 2 :
61-121. — 1990, « Les filières régionales
de qualité dans l'agroalimentaire.
Étude comparative dans le secteur
laitier en Franche-Comté,
Emilie-Romagne, Auvergne »,
Économie rurale 195 : 27-33.
- PERRIER-CORNET, Philippe (dir.)**,
2002, *Repenser les campagnes*.
La Tour d'Aigues et Paris, Éditions
de l'Aube/Datar (« Monde en cours »).
- PURSEIGLE, François**, 2012,
« Les agricultures de firme. 1.
Organisations et financiarisation ». *Études rurales* 190.
- PUTNAM, Robert**, 1995, « Bowling Alone:
America's Declining Social Capital »,
Journal of Democracy 6 (1) : 65-78.
- RENAHY, Nicolas**, 2006,
*Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse
rurale*. Paris, La Découverte.
- TORRE, André et Thierry KIRAT (dir.)**,
2008, *Territoires de conflits.
Analyses des mutations de l'occupation
de l'espace*. Paris, L'Harmattan.
- WEBER, Florence**, 1989, *Le travail à côté.
Étude d'ethnographie ouvrière*.
Paris, INRA /EMESS.